

Soutenir les pays partenaires pour évaluer les perturbations, réviser les priorités et optimiser l'impact positif

RÉSUMÉ

Alors que le financement de la santé mondiale évolue rapidement, le GFF intensifie son soutien technique aux pays partenaires. Les trois domaines qui feront l'objet d'améliorations, destinées à aider les pays à optimiser les ressources disponibles et à renforcer la prestation de services dans un délai raisonnable, sont les suivants :

- Évaluation des déficits de financement
- Analyse des perturbations affectant la prestation de services
- Renforcement de l'utilisation des données probantes pour faciliter la hiérarchisation des priorités et l'adaptation des interventions

Nous expliquons plus bas comment cet appui supplémentaire vise à aider les pays partenaires à optimiser l'impact positif sur la santé et à éviter tout recul des résultats obtenus pour les femmes, les enfants et les adolescents. Ces efforts en cours s'inscrivent dans un contexte en constante évolution, et cette réunion du Groupe des investisseurs constitue une occasion d'échanger sur les principaux axes d'alignement et de collaboration au sein du partenariat.

ACTION REQUISE

Nous invitons le Groupe des investisseurs (GI) à donner son avis sur l'approche proposée ci-dessous en répondant aux questions suivantes :

- Comment ce soutien peut-il être le plus utile aux pays partenaires ?
- Quelles sont les principales opportunités de collaboration entre les partenaires pour réduire la fragmentation et renforcer l'alignement ?

APPROCHE

Contexte

Le modèle du GFF permet entre autres d'aider les pays partenaires à utiliser les données pour éclairer la prise de décision, notamment en définissant les priorités en fonction des ressources disponibles. Lorsqu'une crise ou un choc survient, le GFF travaille avec ses partenaires pour aider les pays à évaluer l'impact de ces perturbations sur le financement, la prestation de services et les résultats en matière de santé. À la suite des changements brutaux observés récemment dans l'aide au développement pour la santé, le GFF a renforcé son approche afin d'aider les pays partenaires à évaluer et à répondre aux perturbations qu'ils peuvent rencontrer. Conformément à son modèle de partenariat, le GFF est en train de renforcer ses collaborations avec les partenaires pour accompagner les pays dans la gestion des défis liés à ces bouleversements.

Description

L'approche comporte trois aspects principaux :

1. Évaluation rapide des déficits de financement

Le GFF prépare son soutien aux pays qui demandent de l'aide pour évaluer des données quantitatives et qualitatives concernant les réductions de financement, en se concentrant sur leur impact sur la santé des femmes, des enfants et des adolescents. Cette évaluation permettra d'identifier quels domaines programmatiques spécifiques sont les plus susceptibles d'être menacés. Elle sera réalisée en partenariat avec les homologues gouvernementaux, les équipes pays du GFF, les partenaires et les équipes de la Banque mondiale. Cela permettra d'assurer la coordination et de s'appuyer sur les évaluations existantes, y compris celles menées par département Santé, nutrition et population de la Banque mondiale (HNP), afin d'éviter un double emploi. L'accent est mis sur la SRMNEA-N et les principaux enjeux liés aux systèmes de santé, tout en incluant une perspective sectorielle et l'alignement avec les autres partenaires, conformément à l'approche du GFF dirigée par les pays.

L'analyse est conçue pour estimer les réductions de financement des bailleurs de fonds, les changements affectant la disponibilité des ressources nationales et les pertes en matière d'aide humanitaire les plus susceptibles d'affecter la prestation de services. Il s'agira de mettre en place une démarche itérative permettant d'obtenir rapidement un premier résultat, qui sera affiné au fil du temps à mesure que de nouvelles données seront disponibles. Cette analyse complétera la cartographie des ressources existante au niveau du pays et se concentrera principalement sur les pays partenaires du GFF en Afrique, où la dépendance à l'aide au développement pour la santé (ADS) est la plus forte.

L'analyse des déficits sera soutenue de manière continue, en fonction du niveau de dépendance à l'ADS, de l'ampleur des perturbations et du calendrier des processus réguliers des pays pour la cartographie des ressources et suivi des dépenses (CRSD), ainsi que de la configuration des dotations budgétaires pour remédier aux déficits.

Le secrétariat adoptera l'approche la mieux adaptée pour optimiser les réponses des pays à la crise de financement, en les classant selon deux dimensions : 1) le **temps**, y compris la date de mise en œuvre de la dernière CRSD ; et 2) la **dépendance des pays à l'ADS**, en particulier des financements qui ont été supprimés.

		Dépendance à l'ADS (y compris USAID)	
		Plus faible	Plus forte
Dimension temporelle de la dernière CRSD réalisée	En cours/actuellement	Groupe C : Pays dont la CRSD est en cours et dont la dépendance est plus faible	Groupe A : CRSD en cours et dépendance plus forte

	Antérieurement	Groupe D : CRSD effectuée antérieurement et dépendance plus faible	Groupe B : Pays ayant déjà effectué la CRSD et dont la dépendance est plus forte
--	----------------	-----------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------

L'approche pour chaque groupe de pays est la suivante :

Groupe A : les pays dont la CRSD est en cours, ou débutera prochainement, et dont le niveau de dépendance à l'ADS est important, bénéficieront d'un soutien prioritaire et renforcé pour répondre à l'urgence de prendre des décisions fondées sur des données probantes afin de hiérarchiser les priorités et adapter leurs interventions. Le processus de CRSD existant sert de base à la réalisation de l'analyse des déficits. Il s'agit ici de mettre en place certaines mesures d'adaptation visant à réaliser en priorité une analyse rapide des déficits, tout en continuant le processus complet de CRSD, selon une approche plus institutionnalisée et plus longue.

Groupe B : d'autres pays, dont le niveau de dépendance à l'ADS est important mais dont la CRSD remonte à plus d'un exercice fiscal, seront également prioritaires afin de s'assurer qu'ils disposent des moyens nécessaires pour évaluer l'ampleur et la portée du déficit de financement et ses implications. Dans ces pays, une analyse rapide du déficit sera effectuée pour actualiser les ressources disponibles, notamment au moyen d'une discussion facilitée sur l'évolution de l'enveloppe de financement depuis la réalisation de la CRSD et les déficits qui en résultent.

Groupe C : les pays dont la CRSD est en cours, et dont le niveau de dépendance à l'ADS est plus faible, bénéficieront d'un soutien de routine pour la CRSD. Une analyse détaillée des déficits sera incluse. Ils ne seront pas prioritaires pour un renfort ponctuel des capacités, bien qu'ils aient toujours la possibilité de bénéficier du soutien du GFF pour l'analyse rapide et l'utilisation des données axées sur la prestation de services, par le biais de l'initiative FASTR (Évaluations fréquentes et outils systémiques pour la résilience) du GFF. Si FASTR ou la CRSD de routine indique des déficits ou des perturbations plus importantes que prévu, les pays de ce groupe pourront bénéficier d'un soutien accéléré grâce à un renfort ponctuel des capacités.

Groupe D : les pays dont la CRSD remonte à plus d'un exercice fiscal et dont la dépendance à l'ADS est plus faible ne seront pas prioritaires pour un soutien ponctuel renforcé. Comme les autres pays, ils auront toujours la possibilité de bénéficier du soutien du GFF pour l'analyse rapide et l'utilisation des données dans le cadre de FASTR, s'ils le souhaitent. Si FASTR indique des perturbations plus importantes que prévu, les pays de ce groupe pourront également bénéficier d'un soutien accéléré grâce à un renfort ponctuel des capacités.

2. Analyse des perturbations : prestation de services et résultats

En s'appuyant sur l'ensemble des outils FASTR, le GFF aide les pays à identifier, quantifier et analyser les implications des réductions de financement sur la prestation de services et les résultats sanitaires associés. En utilisant les données des systèmes d'information sur la gestion de la santé de routine (par exemple, par le biais du DHIS2), le GFF aide les pays à évaluer les changements spécifiques observés concernant les niveaux de services et la manière dont ils varient dans le temps, dans l'espace, et en fonction de chaque intervention. Des informations sont également collectées concernant l'impact supplémentaire sur les systèmes de données du DHIS2 et la qualité des données, en examinant les mesures de la qualité des données au fil du temps. Les enquêtes téléphoniques permettent d'obtenir un retour d'information supplémentaire de la part des responsables des établissements de soins de santé primaires (et éventuellement des agents de santé

communautaires) concernant les défis qu'ils rencontrent dans la prestation de services de santé de qualité. Elles permettront également d'identifier une possible baisse de la disponibilité et de la capacité des services. Le module existant de réponse aux chocs de FASTR sera continuellement adapté pour inclure les impacts éventuels des perturbations de financement sur l'offre, y compris la disponibilité des produits de base, des ressources humaines et tout autre élément essentiel à la prestation de services. Le cas échéant, des enquêtes téléphoniques auprès des ménages pourront également être mises en place pour recueillir des perspectives relatives à la demande, en complément des données relatives à l'offre. Une recherche qualitative rapide de suivi sera mise en place pour approfondir la compréhension des résultats préliminaires et les replacer dans leur contexte, en tenant compte des perspectives du gouvernement et/ou de la communauté. Cela pourra inclure une expansion potentielle de la nouvelle approche d'analyse des causes profondes dans le cadre de FASTR afin d'évaluer rapidement les principales défaillances de la chaîne d'approvisionnement et d'orienter les mesures correctives. L'outil « *Lives Saved Tool* » (LiST – outil pour sauver des vies) pourra être utilisé pour estimer l'impact des perturbations de financement sur la mortalité.

Le soutien apporté par FASTR est proposé aux pays selon une modalité centralisée à court terme, le GFF produisant des résultats, les affinant et les contextualisant avec les parties prenantes des pays, afin de privilégier la rapidité d'action. Cependant, l'objectif principal est de permettre aux pays de générer et de mettre à jour ces analyses, aussi rapidement que possible, au sein des unités de suivi-évaluation des ministères et d'autres cadres pertinents, en déployant rapidement la plateforme analytique existante de FASTR e, ainsi que ses autres outils libres d'accès dans les pays qui ont exprimé leur intérêt d'institutionnaliser ces analyses. Le GFF renforce sa capacité à accompagner les pays au moyen d'une approche décentralisée pour gérer ces analyses de manière durable et pilotée par les pays, au niveau de leur territoire.

Tableau. Résumé de l'expression de la demande au 19 mai 2025

	Choix d'une seule approche FASTR (soit analyse du SIGS ¹ , soit enquêtes téléphoniques auprès des centres de santé)	Choix de deux ou plusieurs approches FASTR (analyse du SIGS et enquêtes téléphoniques auprès des centres de santé)
Pays où des activités FASTR sont actives et en cours ; l'analyse des perturbations est intégrée comme volet supplémentaire	Madagascar, Bangladesh, Mali, Sénégal, Zimbabwe	Ghana, Guinée, Nigeria, Somalie
Pays qui commencent, ou recommencent, à s'engager activement en utilisant l'analyse des perturbations comme point d'entrée	Afghanistan, Haïti, Liberia, Zambie	Tchad, République démocratique du Congo, Éthiopie
Dialogue actif concernant les leviers	Burkina Faso, Kenya, Malawi, Mauritanie, Mozambique, République centrafricaine, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie	

NB : Les discussions avec les pays sont en cours, et à différents stades de maturité – toutes les activités sont susceptibles d'évoluer.

3. Hiérarchisation des priorités et adaptation des interventions fondées sur des données probantes

Le GFF aidera les pays partenaires à hiérarchiser les priorités et à adapter leurs programmes de santé sur la base de données et d'éléments probants afin d'optimiser les bénéfices pour la santé des femmes, des enfants et des

¹ Système d'information pour la gestion de la santé (SIGS)

adolescents dans le nouveau contexte de financement. Il s'agira de prendre en compte l'efficacité technique et budgétaire des ressources axées sur les résultats en SRMNEA-N, ainsi que l'identification d'opportunités de réorganisation de l'offre de services et d'autres adaptations importantes au sein des systèmes de santé des pays. Les considérations relatives à la hiérarchisation des priorités au niveau infranational seront incluses, en tenant compte de l'égalité de genre et de l'équité. Ce soutien technique s'appuiera sur les structures et processus gouvernementaux existants, et visera à mobiliser plusieurs outils et approches déjà en place. Le soutien du GFF à la hiérarchisation des priorités et à l'adaptation des interventions pilotées par les pays sera fourni en étroite coordination avec d'autres partenaires de développement, y compris les initiatives mondiales pour la santé.

Considérations clés liées au partenariat

Le GFF collabore étroitement avec ses partenaires sur chacun des trois volets de l'approche présentée dans ce document. Concernant l'évaluation rapide des déficits de financement, le GFF continuera de mobiliser les partenaires avec lesquels il a développé des collaborations solides au fil des années dans le cadre de l'appui aux pays pour la cartographie des ressources et le suivi des dépenses. Les partenaires clés dans ce processus incluent notamment l'OMS, Gavi et le Fonds mondial. Par exemple, au Kenya, au Nigéria et en Ouganda, le GFF et Gavi ont travaillé en étroite collaboration sur la cartographie des ressources.

Concernant l'analyse des perturbations dans la prestation de services, le GFF continuera de collaborer étroitement avec l'OMS, UNICEF, Gavi et d'autres partenaires. Les outils utilisés sont alignés avec le processus d'harmonisation des indicateurs de la santé primaire (*PHC Measurement Alignment Process*) dirigé par l'OMS, tout en complétant les enquêtes « Pulse » (ou enquêtes « éclair ») menées par cette dernière.

Au Nigeria, UNICEF et le GFF ont travaillé en partenariat pour intégrer les tableaux de bord (*scorecards*) SRMNEA-N et le mécanisme FASTR dans les systèmes nationaux de suivi et évaluation, afin d'améliorer l'alignement, l'efficacité et la durabilité.

Dans le cadre du groupe de travail du Comité conjoint de l'Agenda de Lusaka, le GFF, Gavi et le Fonds mondial renforcent actuellement leur collaboration en matière de données et sont en dialogue actif afin d'identifier des opportunités de travail conjoint pour aider les pays à évaluer et à relever les défis liés aux changements soudains dans la disponibilité des ressources.